

GUINÉE ÉQUATORIALE.

UNE INTERMINABLE HISTOIRE DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL
POUR LA 47^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, NOVEMBRE 2024
(ANNEXES ET NOTES EN ANGLAIS)

RÉSUMÉ

La présente communication a été rédigée en vue de l'Examen périodique universel (EPU) de la Guinée équatoriale, qui se tiendra lors de la 47^e session du Groupe de travail, en novembre 2024. Elle évalue la mise en œuvre des recommandations adressées à la Guinée équatoriale lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne les arrestations et détentions arbitraires, la peine de mort, le droit à la liberté d'expression, la torture et les autres formes de mauvais traitements, et les défenseur·e·s des droits humains.

S'agissant de la situation des droits humains sur le terrain, Amnesty International manifeste ses préoccupations au sujet du recours généralisé aux arrestations arbitraires ainsi qu'à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements. Le harcèlement visant des défenseur·e·s des droits humains, des militant·e·s, des membres de l'opposition et des personnes migrantes suscite également de vives inquiétudes.

La présente communication se termine par une série de recommandations à l'intention de la Guinée équatoriale qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans le pays.

© Amnesty International 2024 ; AFR 24/7758/2024, avril 2024. Version originale : anglais. Sauf mention contraire, le contenu de ce document est sous licence Creative Commons (attribution – pas d'utilisation commerciale – pas de modification 4.0 international)

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode.fr>

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site : www.amnesty.org/fr

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de 10 millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque personne soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun·e peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Au total, la Guinée équatoriale s'est vu adresser 221 recommandations lors de son EPU de 2019. Elle en a soutenu ou accepté 202 et en a noté ou rejeté 19¹.
2. Parmi les recommandations formulées, 32 concernaient l'acceptation et la ratification de traités internationaux relatifs aux droits humains, dont le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Bien qu'elle ait souscrit à ces recommandations, la Guinée équatoriale n'a ratifié que la Convention relative aux droits des personnes handicapées depuis le dernier EPU².
3. Dans le cadre de cet examen, elle avait accepté au moins 10 recommandations consistant à améliorer le respect du droit à la liberté d'expression³. En dépit de cet engagement, ce droit continue d'être menacé dans le pays, ce qui conduit des personnes à s'autocensurer pour ne pas être attaquées, intimidées, harcelées ni arrêtées.
4. En outre, 11 recommandations soutenues par la Guinée équatoriale lors du dernier examen appelaient les autorités à créer un environnement plus sûr et plus propice pour les défenseur·e-s des droits humains⁴. Cependant, le cadre juridique national n'a pas été modifié en ce sens et les défenseur·e-s des droits humains continuent d'être harcelés par les forces de sécurité et les autorités.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

5. Bien que 32 recommandations issues de l'EPU auxquelles la Guinée équatoriale avait souscrit en 2019 concernant l'acceptation de traités internationaux relatifs aux droits humains appellent à apporter des changements législatifs pour résoudre les problèmes liés aux droits fondamentaux se rapportant à la protection et à la promotion du droit à la liberté d'expression, à la discrimination et aux violences faites aux femmes, seules des modifications législatives mineures ont été effectuées depuis lors.
6. Malgré le fait que la Guinée équatoriale a accepté trois recommandations visant à réformer la Loi n° 1/1999 sur les activités des organisations non gouvernementales (ONG), les autorités continuent d'avoir recours à ce texte pour imposer des contraintes financières aux ONG en limitant la possibilité pour elles de recevoir des dons de l'étranger, ce qui les empêche de mener leurs activités légitimes de manière efficace et en toute indépendance.
7. Le gouvernement a accepté les recommandations l'incitant à adopter une législation pour éradiquer les violences faites aux femmes. Néanmoins, depuis le dernier EPU, aucun texte n'est entré en vigueur à cet égard.
8. Le 19 septembre 2022, le président de la Guinée équatoriale a promulgué le nouveau Code pénal, dont les dispositions relatives à la peine de mort ont été supprimées. Toutefois, des dispositions sur la peine de mort figurent toujours dans le Code de justice militaire et l'État n'a pas ratifié le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, malgré les 13 recommandations formulées en ce sens lors de l'EPU de 2019.

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Arrestations et détentions arbitraires

9. En Guinée équatoriale, la loi exige qu'un mandat d'arrêt soit décerné, sauf si une infraction est en train d'être commise ou dans les affaires d'atteinte à la sécurité nationale, et interdit les arrestations et détentions arbitraires. Elle garantit aussi le droit pour toute personne de contester la légalité de son arrestation ou de sa détention devant un tribunal. Cependant, ces exigences sont fréquemment ignorées⁵. Amnesty International a étudié de nombreux cas de personnes ayant été détenues arbitrairement par les forces de sécurité. Selon le droit national, toute personne détenue a droit à ce qu'une autorité judiciaire statue sur la légalité de sa détention dans les 72 heures suivant son arrestation, à l'exclusion des week-ends et des jours fériés. Toutefois, ce processus prenait souvent plus longtemps – parfois plusieurs mois – dans des cas sur lesquels l'organisation a recueilli des informations.
10. D'autre part, la Guinée équatoriale a souscrit à une recommandation issue de l'EPU de 2019 qui appelait à mener des enquêtes et à engager des poursuites à l'encontre des personnes soupçonnées d'être responsables de détention arbitraire⁶. Cependant, des agents des forces de sécurité continuent de procéder à des arrestations et détentions arbitraires en toute impunité, lesquelles ciblent des groupes particuliers, comme les personnes migrantes, les membres de l'opposition, les militant-e-s et les jeunes. Les arrestations et détentions arbitraires ont été particulièrement nombreuses lorsque le gouvernement a lancé des campagnes contre certains groupes comme les personnes migrantes⁷ ou les jeunes, notamment dans le cas de l'« *operación limpieza* » (opération de nettoyage).
11. Réagissant à une multiplication, selon les autorités, des agissements criminels de gangs de jeunes, en particulier d'un groupe appelé « 8 Machetes », le vice-président de la Guinée équatoriale, Teodoro Nguema Obiang Mangue, a lancé début mai 2022 un plan national pour « nettoyer » les rues du pays « des criminels et des bandits »⁸. C'est ce que les autorités ont appelé l'« *operación limpieza* », ou opération de nettoyage.
12. En l'espace d'une seule semaine, en mai 2022, plus de 400 jeunes ont été arrêtés, et trois mois plus tard, plusieurs milliers de jeunes hommes avaient, semble-t-il, été arrêtés à travers le pays. Faute de preuves suffisantes, certains ont obtenu une libération conditionnelle. D'autres sont morts en détention⁹.
13. Des membres de familles de victimes interrogés par Amnesty International ont expliqué que leur proche avait été maltraité par les forces de sécurité pendant son arrestation et sa détention.
14. Rubén, un jeune homme de 21 ans vivant à Campo-Yaunde, a été arrêté le 20 mai 2022 en même temps qu'un groupe de jeunes qui s'étaient rassemblés dans le secteur de Campo-Yaunde, à Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale. Le 6 juin, il est mort en détention. Sa famille a récupéré son corps et un rapport médical indiquant que Rubén avait souffert de difficultés respiratoires et d'anorexie, entre autres problèmes de santé. La famille soutient que Rubén n'avait aucun problème de santé au moment de son arrestation¹⁰.
15. On ignorait toujours où se trouvaient de nombreux autres jeunes arrêtés arbitrairement par les forces de sécurité. Dans d'autres cas, des personnes ont été maintenues en détention en dépit de décisions de justice. Citons l'exemple de Pablo Santiago Nsue Ondo Angue, 22 ans, qui a été maintenu, malgré une décision d'octobre 2022 ordonnant sa libération, à la prison d'Oveng Azem, où il est mort en février 2023 d'un arrêt cardio-respiratoire¹¹.
16. Les arrestations et détentions arbitraires sont également un instrument utilisé pour réduire au silence et menacer les opposant-e-s politiques. Le 29 septembre 2022, la police a arrêté le dirigeant du parti d'opposition Citoyens pour l'innovation, Gabriel Nsé Obiang Obono, et plus de 150 de ses sympathisant-e-s qui s'étaient réunis au siège du parti, à Malabo. Le 6 octobre, 119 des sympathisant-e-s ont été libérés sans inculpation. Le parti Citoyens pour l'innovation avait été dissous par les autorités en 2018. Quelques

jours avant les arrestations, Gabriel Nsé avait annoncé que des manifestations risquaient d'avoir lieu s'il n'était pas autorisé à se présenter à l'élection présidentielle¹².

17. Il a été condamné à 29 ans de réclusion et les membres du parti se sont vu infliger des peines allant de neuf à 29 ans de prison en vertu de décisions rendues le 26 juin 2023 par le tribunal militaire de Malabo, la capitale¹³.

Liberté d'expression

18. La Guinée équatoriale a souscrit à 10 recommandations formulées au sujet du droit à la liberté d'expression et d'opinion lors du dernier EPU¹⁴.
19. Bien que la Constitution et la loi garantissent le droit à la liberté d'expression en Guinée équatoriale, les infractions relatives à la presse ne sont pas décriminalisées et les procès pour calomnie ou diffamation sont courants, ce qui favorise l'autocensure¹⁵.
20. Des violations des droits humains, telles que la torture et d'autres formes de mauvais traitements ou la détention arbitraire, sont fréquemment perpétrées à l'encontre de personnes ou d'organisations dont les opinions ne sont pas conformes à celles du gouvernement ou des institutions officielles.
21. Critiquer le gouvernement sur les réseaux sociaux est également passible de sanctions. Le 29 juillet 2021, la militante des droits sociaux Noelia Asama, utilisatrice régulière des réseaux sociaux qui dénonce la situation des femmes dans le pays, a été arrêtée sans mandat chez elle à Malabo. Elle a ensuite été placée dans une cellule avec des dizaines d'hommes au poste de la police judiciaire. La police l'a interrogée à propos de vidéos qu'elle avait publiées sur les réseaux sociaux et des appels à démissionner qu'elle y avait lancés à l'intention du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo¹⁶.

Défenseur-e-s des droits humains

22. Bien qu'elles aient souscrit à 11 recommandations concernant la protection des défenseur-e-s des droits humains et leurs activités légitimes¹⁷, les autorités de la Guinée équatoriale continuent d'entraver le travail des ONG, en particulier celles qui défendent les droits humains, notamment en faisant obstruction à leurs procédures d'immatriculation, en obligeant des ONG à la dissolution ou en ciblant, intimidant et harcelant leurs responsables.
23. En juin 2020, la plateforme de la société civile Somos+ a déposé une demande d'immatriculation auprès du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Quelques jours plus tard, le ministère lui a répondu que cette demande devait être validée par la Direction générale des droits de l'homme, bien que cela ne soit pas requis par la loi. En août de la même année, le ministre de l'Intérieur lui a rappelé que l'organisation devait être immatriculée pour pouvoir mener ses activités¹⁸.
24. Le 5 juillet 2019, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a publié un décret révoquant l'autorisation accordée au Centre d'études et d'initiatives pour le développement (CEID), une des rares ONG indépendantes qui dénoncent les violations des droits humains dans le pays, accusée de se livrer à des activités politiques¹⁹. Le CEID ne peut toujours pas mener ses activités légalement dans le pays²⁰.
25. En février 2019, Joaquín Elo Ayeto, un membre de Somos+, a été arrêté et détenu arbitrairement pendant un an à la prison de Black Beach. Il a été libéré en février 2020. Jugé en 2019 pour diffamation et menaces proférées à l'encontre du président, il n'a pourtant pas été informé de sa peine. Il a simplement été libéré sur ordre présidentiel²¹. Depuis lors, Joaquín a été arrêté arbitrairement à plusieurs reprises pour diverses raisons, notamment pour avoir organisé une conférence sur la Journée des droits de l'homme à Malabo sans autorisation officielle²².
26. En mai 2023, le défenseur des droits humains Anacleto Micha Ndong Nlang a été condamné à six mois d'emprisonnement et à une amende de 100 000 francs CFA (environ 152 euros) pour outrage. Au moment de sa libération, il avait passé près de neuf mois en prison. Il a été arrêté initialement le 25 septembre

2022 lors d'un siège des locaux du parti d'opposition Citoyens pour l'innovation, où il s'était rendu pour voir si des membres du parti avaient besoin d'aide. Il n'était pas présent ni représenté pendant son procès.

27. Le 26 janvier 2024, Anacleto Micha a été de nouveau arrêté. Quatre hommes en civil l'ont extrait de son domicile, à Malabo. Il a été détenu dans les locaux de la gendarmerie à Malabo pendant plus d'un mois. Cet homme n'a fait l'objet d'aucune inculpation. Le 1^{er} mars, il a été transféré à la prison de Black Beach à Malabo, où il est actuellement maintenu en détention provisoire sur la base des accusations portées contre lui par un gendarme de Black Beach. Anacleto Micha a déclaré que ce gendarme l'avait torturé la dernière fois qu'il avait été détenu dans cette prison, en 2023²³.

Droits des personnes migrantes

28. En Guinée équatoriale, des personnes migrantes ont été victimes de détention arbitraire et parfois expulsées en dehors de toute procédure en bonne et due forme. Bien que le pays ait souscrit à des recommandations appelant à la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille²⁴, aucun progrès n'a été accompli sur la voie de la ratification.
29. Le gouvernement lance parfois des campagnes pour « combattre les migrations irrégulières ». Ces campagnes ne respectent pas les garanties imposées par le droit national et les normes internationales.
30. L'une de ces campagnes a eu lieu entre le 30 octobre 2021 et début décembre 2021, lorsque des raids contre des personnes migrantes ont été menés dans des grandes villes du pays, dont Malabo, Bata, Mongomo et Ebibeyin²⁵. Les membres des forces de sécurité ont arrêté dans la rue des personnes qui avaient, d'après eux, des « traits du visage d'origine africaine étrangère » et ont exigé de voir leurs papiers d'identité. Ceux qui n'avaient pas leurs documents sur eux ont été immédiatement arrêtés et placés en détention, souvent sans tenir compte de leur situation au regard de la législation sur l'immigration²⁶.
31. Plus de 500 personnes – principalement des ressortissants du Cameroun, du Nigeria, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la République centrafricaine, du Tchad et du Mali – ont été arrêtées dans plusieurs villes du pays. Des dizaines d'entre elles ont affirmé avoir été rouées de coups lors de leur arrestation et de leur détention²⁷.
32. La plupart des personnes détenues n'ont reçu aucune aide juridique, et n'ont pas eu accès à des procédures juridiques appropriées ni aux garanties prévues par la loi concernant leur détention. Certaines ont été expulsées vers leur pays d'origine sans procédure régulière. D'autres ont été libérées des semaines après leur arrestation, sans recevoir aucune explication et sans jamais être inculpées.

Torture

33. Huit pays ayant participé à la session de 2019 de l'EPU ont formulé des recommandations qui concernaient le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, lesquelles appelaient à y accéder ou à le ratifier²⁸. Deux autres pays ont recommandé la pleine application de la Loi n° 6/2006 sur l'interdiction de la torture ou de toute autre mesure efficace de lutte contre la torture²⁹. Le gouvernement de la Guinée équatoriale a souscrit à toutes les recommandations formulées, mais des actes de torture et d'autres mauvais traitements ont continué d'être commis régulièrement. Dans certains cas, des policiers ont eu recours à la torture pour extorquer des « aveux » à des personnes détenues. Nombre de ces cas avaient trait à des membres de l'opposition et des militant·e·s politiques³⁰.
34. Beaucoup de victimes des campagnes visant à « combattre les migrations irrégulières » et de l'« opération de nettoyage »³¹ ont expliqué en détail les pratiques de torture auxquelles elles avaient été soumises lors de leur arrestation ou leur détention.
35. En janvier 2023, le Mouvement pour la libération de la Guinée équatoriale – Troisième République (MLGE3R), groupe d'opposition basé en Espagne, a annoncé la mort en détention de Julio Obama

Mefuman, membre du groupe et citoyen espagnol. Il a accusé les autorités de l'avoir torturé. Il purgeait une peine de 60 ans de réclusion à la prison d'Oveng Azem pour tentative de coup d'État. Le ministre des Affaires étrangères Simeon Oyono Esono Angue a confirmé qu'Obama Mefuman avait succombé à une maladie à l'hôpital, mais a réfuté toute accusation de torture. Le corps n'a pas été rendu à la famille³².

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT EXAMINÉ

Amnesty International appelle le gouvernement de la Guinée équatoriale à prendre les mesures suivantes :

Arrestations et détentions arbitraires

36. Libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues arbitrairement pour le simple fait d'avoir exercé pacifiquement leurs droits humains et mettre fin aux arrestations et détentions arbitraires.
37. Veiller à la pleine application de l'article 13 (paragraphe 1, alinéas m et n) de la Constitution, qui dispose que personne ne peut être privé de sa liberté en l'absence de mandat délivré par une autorité judiciaire et que les personnes détenues doivent être informées des charges qui pèsent sur elles.
38. Veiller au plein respect du droit à une défense, y compris du droit de se faire défendre par un conseil de son choix, et du droit de faire l'objet d'un jugement devant une cour ou un tribunal indépendant et impartial, dans un délai raisonnable.

Peine de mort

39. Ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.
40. Supprimer la peine de mort du Code militaire.

Liberté d'expression

41. Veiller à ce que les dispositions constitutionnelles et les lois qui garantissent les droits humains, y compris le droit à la liberté d'expression, soient pleinement appliquées.
42. Dépénaliser les infractions concernant la presse.
43. Veiller à l'ouverture rapide d'enquêtes approfondies, impartiales, indépendantes, efficaces et transparentes sur toutes les informations faisant état de violations des droits fondamentaux de défenseur-e-s des droits humains, de militant-e-s et de responsables de l'opposition qui n'ont fait que mener leurs activités légitimes et exercer leur droit à la liberté d'expression, traduire en justice les responsables présumés d'infractions pénales liées à ces violations et les juger au cours de procès équitables.

Défenseur-e-s des droits humains

44. Réformer la Loi n° 1/1999 encadrant les ONG afin de faciliter leur immatriculation et de leur permettre de fonctionner sans entrave et en toute indépendance.
45. Abroger ou modifier toute disposition législative susceptible de faire obstacle aux activités légitimes de promotion et de défense des droits humains, notamment en ce qui concerne les droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association.
46. Coopérer pleinement avec la rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains et lui adresser une invitation permanente afin de lui permettre d'effectuer des visites, conformément à son mandat, et l'autoriser à rencontrer des défenseur-e-s des droits humains et d'autres parties prenantes sans aucune restriction.

Droits des personnes migrantes

47. Mettre fin immédiatement aux arrestations et détentions arbitraires fondées sur le profilage ethnique.
48. Diligenter sans délai des enquêtes approfondies, indépendantes, impartiales, transparentes et efficaces sur les allégations de profilage ethnique illégal et de violence lors des arrestations, ainsi que sur le fait que l'accès aux protections juridiques ne soit pas garanti et sur les mauvais traitements en détention.

Torture

49. Ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
50. Appliquer la Loi n° 6/2006 interdisant la torture et les autres formes de mauvais traitements et veiller à ce que des enquêtes approfondies, indépendantes, impartiales, transparentes et efficaces soient menées sans délai sur tous les signalements de torture et autres mauvais traitements, amener les responsables présumés de toutes ces violations à rendre des comptes dans le cadre de procédures équitables et octroyer des réparations complètes et suffisantes aux victimes.

ANNEX 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Amnesty International, *Amnesty International Report 2023/24: The state of world's human rights*, 24 April 2024.

Amnesty International, "Equatorial Guinea: Jailed human rights defender at risk of torture: Anacleto Micha Ndong", 13 March 2024, [Equatorial Guinea: Jailed human rights defender at risk of torture: Anacleto Micha Ndong - Amnesty International](#).

Amnesty International, *Amnesty International Report 2022/23: The state of the world's human rights* (Index: POL 10/5670/2023), 27 March 2023, [Amnesty International Report 2022/23: The state of the world's human rights - Amnesty International](#).

Amnesty International, "Equatorial Guinea: 'Cleaning Operation' tramples on human rights, not crime", 18 August 2022, [Equatorial Guinea: 'Cleaning Operation' tramples on human rights, not crime - Amnesty International](#) (Amnesty International, 'Cleaning Operation' tramples on human rights, not crime).

Amnesty International, "Equatorial Guinea. Illegally detained irregular migrants must be released", 29 April 2022, [Equatorial Guinea. Illegally detained irregular migrants must be released - Amnesty International](#).

Amnesty International, "Annual Report 2021/22: Has the world tried to 'build back better' in the wake of the Covid-19 pandemic?" 29 March 2022, [Amnesty International Annual Report 2021/22](#).

Amnesty International, "The living hell of Equatorial Guinea's missing prisoners and their families, 23 June 2021, [The living hell of Equatorial Guinea's missing prisoners and their families \(amnesty.org\)](#).

Amnesty International, *Amnesty International Report 2020/21: The state of the world's human rights* (Index: POL 10/3202/2021), 7 April 2021, [Amnesty International Report 2020/21: The state of the world's human rights - Amnesty International](#).

Amnesty International, "Equatorial Guinea: Further information: Human rights defender released: Joaquín Elo Ayeto" (Index: AFR 24/1844/2020), 20 February 2020, [Equatorial Guinea: Further information: Human rights defender released: Joaquín Elo Ayeto - Amnesty International](#).

Amnesty International, "Equatorial Guinea: Authorities should shed light on the fate and whereabouts of four opposition members, 8 January 2020, [Equatorial Guinea: Authorities should shed light on the fate and whereabouts of four opposition members - Amnesty International](#).

Amnesty International, "Equatorial Guinea: 40 years of repression and rule of fear highlights human rights crisis", 2 August 2019, [Equatorial Guinea: 40 years of repression and rule of fear highlights human rights crisis \(amnesty.org\)](#).

Amnesty International, "Equatorial Guinea: Dissolution of an NGO shows escalating crackdown on civil society", 9 July 2019, [Equatorial Guinea: Dissolution of an NGO shows escalating crackdown on civil society \(amnesty.org\)](#).

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
Theme: A12 Acceptance of international norms			
123.11 Ratify the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Rwanda); Source of position: A/HRC/42/13/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms B13 Genocide S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not implemented. See the status of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (accessed on 22 March 2024).
123.8 Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, and fully implement Act No. 6/2006 prohibiting torture and guaranteeing reparation, including compensation (Germany); Source of position: A/HRC/42/13/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms B51 Right to an effective remedy D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not implemented. See the status of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading or Punishment (accessed on 22 March 2024), para. 33.
122.16 Take concrete steps towards the total abolition of the death penalty and, as a matter of priority, sign and ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Portugal); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially achieved. See para. 8.
123.2 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Germany) (Ukraine); Source of position: A/HRC/42/13/Add.1	Supported	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - disappeared persons	Not implemented. See para. 2; see the status of the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (accessed on 22 March 2024).
122.2 Consider ratifying the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families, in follow-up to the recommendation in paragraph 135.18 of the report of the Working Group from the second cycle (A/HRC/27/13) (Burkina Faso); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	A12 Acceptance of international norms G4 Migrants A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants	Not implemented. See para. 28.
Theme: D23 Death penalty			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
122.54 Consider abolishing the death penalty (Mozambique); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D23 Death penalty Affected persons: - general	Partially implemented. See para. 8.
122.55 Consider the total abolition of the death penalty (Turkey); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D23 Death penalty Affected persons: - general	Partially implemented. See para. 8.
122.57 Formally and finally abolish the death penalty (Cabo Verde); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D23 Death penalty Affected persons: - general	Partially implemented. See para. 8.
122.58 Abolish the death penalty (Iceland); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D23 Death penalty Affected persons: - general	Partially implemented. See para. 8.
122.59 Consider formally abolishing the death penalty (Italy); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D23 Death penalty Affected persons: - general	Partially implemented. See para. 8.
122.56 Adopt the necessary measures to repeal the death penalty from its national legislation (Argentina); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Partially implemented. See para. 8.
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
123.22 Fully apply Act No. 6/2006 on the prohibition of torture and conduct independent inquiries against the alleged perpetrators of acts of torture, followed by legal proceedings as need be (Belgium); Source of position: A/HRC/42/13/Add.1	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment B51 Right to an effective remedy Affected persons: - general	Not implemented. See para. 33.
122.62 Fully implement Act No. 6/2006 prohibiting torture and prosecute security staff responsible for violations (Canada); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment B51 Right to an effective remedy B52 Impunity Affected persons: - general	Not implemented. See para.33.
Theme: D26 Conditions of detention			
122.67 Address effectively allegations of political persecution and arbitrary arrest and the overall conditions that undermine the dignity of persons in detention (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D26 Conditions of detention D33 Arbitrary arrest and detention Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 20, 21.
122.70 Enhance efforts to combat unlawful and arbitrary detention and improve conditions of detention in prisons, including by separating women, men and children (Uganda); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D26 Conditions of detention D33 Arbitrary arrest and detention Affected persons: - general - women - children - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 20, 21.
122.68 Improve conditions of detention, in particular by allowing all detainees access to a judge and by abolishing all forms of arbitrary and secret detention, as previously recommended (Switzerland); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D26 Conditions of detention D33 Arbitrary arrest and detention D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 20, 21.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
122.69 Step up its efforts to ensure better prison and detention conditions for persons deprived of their liberty in conjunction with migration proceedings (Burkina Faso); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D26 Conditions of detention D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - migrants - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 28, 29, 31, 32.
Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
122.88 Remove all restrictions on journalistic activity, including by stopping the government practice of pre-publication censorship (Iceland); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 19, 20, 21.
122.84 Strengthen its efforts in bringing its laws and practices into line with international standards for press freedom and freedom of expression (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general - media	Not implemented. See paras 19, 20, 21, 22.
123.25 Promote freedom of expression for the press and media and cease the imprisonment of journalists by decriminalizing defamation (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/42/13/Add.1	Supported	D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework D26 Conditions of detention Affected persons: - media - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 19, 20.
122.83 Continue taking all the necessary measures to guarantee full exercise of freedom of expression, association and peaceful assembly in order to have political pluralism and effective and real freedom of the press (Spain); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general - media	Not implemented. See paras. 16, 19, 20, 21, 22, 23.
122.95 Take the necessary steps to respect citizens' rights to free speech and freedom of peaceful assembly and association (Costa Rica); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general	Not implemented. See paras. 16, 19, 20, 21, 22, 23.
123.32 Remove undue restrictions on civil society and the media by reforming Act No. 1/1999 to be consistent with international obligations on the rights to freedom of expression, association and peaceful assembly, and to streamline registration processes (United States of America); Source of position: A/HRC/42/13/Add.1	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented. See paras. 6, 23.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
122.97 Release any political dissidents, human rights defenders or journalists that have been detained for legitimately exercising their freedom of expression, association or peaceful assembly (Australia); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D7 Right to participation in public affairs and right to vote D45 Freedom of association H1 Human rights defenders Affected persons: - general - human rights defenders	Not implemented. See paras. 16, 17, 27.
122.89 Increase efforts to guarantee citizens' freedom of expression and political opinion and ensure protection for human rights defenders (Italy); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders Affected persons: - human rights defenders	Not implemented. See paras. 19, 20, 21, 26, 27.

Theme: D7 Right to participation in public affairs and right to vote

122.96 Take steps to promote political tolerance by ending alleged political persecution, arbitrary arrests and ill-treatment of prisoners, in line with the amnesty measures announced by the Government (Ghana); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	D7 Right to participation in public affairs and right to vote B51 Right to an effective remedy D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention D33 Arbitrary arrest and detention Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not implemented. See paras. 9, 10, 13, 16, 26.
--	-----------	--	---

Theme: F13 Violence against women

122.151 Address all forms of violence against women and criminalize domestic violence (Zambia); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	F13 Violence against women A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented. See para. 7.
122.148 Speed up the adoption of national legislation in connection with preventing and combating violence against women (Russian Federation); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	F13 Violence against women A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented. See para. 7.
122.150 Take more measures aimed at curbing gender-based violence, especially violence against women and girls (Namibia); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	F13 Violence against women B31 Equality & non-discrimination S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women - girls	Not implemented. See para. 7.
122.144 Step up efforts to ensure responsive measures to address violence against women (Philippines); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not implemented. See para. 7.

Theme: H1 Human rights defenders

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
122.91 Put in place adequate means to guarantee that human rights defenders can safely exercise their legitimate work (Spain); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	H1 Human rights defenders Affected persons: - human rights defenders	Not implemented. See paras. 6, 22, 23, 24.
122.92 Adopt measures to enable NGOs and human rights defenders to work safely and independently (France); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	H1 Human rights defenders Affected persons: - human rights defenders	Not implemented. See paras. 6, 22, 23, 24.
122.90 Ensure a safe and enabling environment for human rights defenders in law and practice, so that they can carry out their work free from harassment or reprisals (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 122	Supported	H1 Human rights defenders A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - human rights defenders	Not implemented. See paras. 6, 22, 23, 24, 25, 26, 27.
123.33 Amend Act No. 1/1999 to facilitate the swift registration of civil society organizations that have submitted applications and evaluate all applications on their merits (Australia); Source of position: A/HRC/42/13/Add.1	Supported	H1 Human rights defenders A41 Constitutional and legislative framework D45 Freedom of association Affected persons: - human rights defenders	Not implemented. See Paras. 6, 23, 24.
123.35 Remove laws restricting NGO activity and reform Act No. 1/1999 regulating NGOs in order to facilitate their registration and enable their full and independent functioning (Iceland); Source of position: A/HRC/42/13/Add.1	Supported	H1 Human rights defenders A41 Constitutional and legislative framework D45 Freedom of association Affected persons: - human rights defenders	Not implemented. See Paras. 6, 23, 24.

Theme: A12 Acceptance of international norms

124.5 Ratify the Rome Statute of the International Criminal Court and fully align national legislation with all obligations under the Rome Statute (Latvia); Source of position: A/HRC/42/13 - Para. 124	Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework B11 International humanitarian law B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented. See the status of the Rome Statute of the International Criminal Court (accessed on 25 March 2024).
--	-------	---	---

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
123.13 Ratify the African Charter on Democracy, Elections and Governance (Senegal); Source of position: A/HRC/42/13/Add.1	Noted	A12 Acceptance of international norms D7 Right to participation in public affairs and right to vote S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented. See the Status List , as of 14 February 2023.

¹ Human Rights Council, *Report of the Working Group on the Universal Periodic Review*, 2 July 2019, A/HRC/42/13 (UN Doc A/HRC/42/13 - 2 July 2019); Human Rights Council, *Report of the Working Group on the Universal Periodic Review-Equatorial Guinea*, 30 August 2019, A/HRC/42/13/Add.1 (UN Doc A/HRC/42/13/Add.1-30 August 2019).

² OHCHR, UN Treaty Body Database, tinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=56&Lang=en (accessed on 19 March 2024), Ratification status for Equatorial Guinea.

³ UN Doc A/HRC/42/13 - 2 July 2019 (previously cited), paras 122.83, 122.84, 122.85, 122.86, 122.87, 122.89, 122.98; UN Doc A/HRC/42/13/Add.1 - 30 August 2019, paras 123.24, 123.25 and 123.26.

⁴ UN Doc A/HRC/42/13 - 2 July 2019 (previously cited), paras 122.90, 122.91, 122.92, 122.93, 122.94; UN Doc A/HRC/42/13/Add.1 - 30 August 2019, paras 123.27, 123.28, 123.31, 123.36, 123.37, 123.38.

⁵ Human Rights Watch, "Equatorial Guinea: Coup Trial Travesty of Justice, 112 Convicted in Flawed Case; Defendants Alleged Torture, 2 August 2019, [Equatorial Guinea: Coup Trial Travesty of Justice | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#).

⁶ UN Doc A/HRC/42/13 - 2 July 2019 (previously cited), para. 122.71.

⁷ See section on migrants' rights.

⁸ Amnesty International, “Equatorial Guinea: ‘Cleaning Operation’ tramples on human rights, not crime”, 18 August 2022, [Equatorial Guinea: ‘Cleaning Operation’ tramples on human rights, not crime - Amnesty International](#) (Amnesty International, ‘Cleaning Operation’ tramples on human rights, not crime).

⁹ Amnesty International, ‘Cleaning Operation’ tramples on human rights, not crime (previously cited).

¹⁰ Amnesty International, ‘Cleaning Operation’ tramples on human rights, not crime (previously cited).

¹¹ Amnesty International, *Amnesty International Report 2022/23: The state of the world’s human rights* (Index: POL 10/5670/2023), 27 March 2023, [Amnesty International Report 2022/23: The state of the world’s human rights - Amnesty International](#).

¹² Amnesty International, *The state of the world’s human rights 2022/2023* (previously cited).

¹³ Barron’s, ‘EU condemns Jailing of E.Guinea Opposition Figure’, 10 July 2023, [EU Condemns Jailing Of E.Guinea Opposition Figure | Barron’s \(barrons.com\)](#).

¹⁴ UN Doc A/HRC/42/13 - 2 July 2019 (previously cited), paras 122.83, 122.84, 122.85, 122.86, 122.87, 122.89, 122.98; UN Doc A/HRC/42/13/Add.1 - 30 August 2019 (previously cited), paras 123.24, 123.25, 123.26.

¹⁵ RSF, Africa-Equatorial Guinea, [Equatorial Guinea | RSF](#) (accessed on 8 April 2024).

¹⁶ Amnesty International, “Annual Report 2021/22: Has the world tried to ‘build back better’ in the wake of the Covid-19 pandemic?” 29 March 2022, [Amnesty International Annual Report 2021/22](#).

¹⁷ UN Doc A/HRC/42/13 - 2 July 2019 (previously cited), paras 122.90, 122.91, 122.92, 122.93, 122.94; UN Doc A/HRC/42/13/Add.1 - 30 August 2019 (previously cited), paras 123.27, 123.28, 123.31, 123.36, 123.37, 123.38.

¹⁸ Amnesty International, *Amnesty International Report 2020/21: The state of the world’s human rights* (Index: POL 10/3202/2021), 7 April 2021, [Amnesty International Report 2020/21: The state of the world’s human rights - Amnesty International](#).

¹⁹ Amnesty International, “Equatorial Guinea: Dissolution of an NGO shows escalating crackdown on civil society”, 9 July 2019, [Equatorial Guinea: Dissolution of an NGO shows escalating crackdown on civil society \(amnesty.org\)](#).

²⁰ Amnesty International, “Equatorial Guinea: Dissolution of an NGO shows escalating crackdown on civil society”, 9 July 2019, [Equatorial Guinea: Dissolution of an NGO shows escalating crackdown on civil society \(amnesty.org\)](#).

²¹ Amnesty International, *Amnesty International Report 2020/21: The state of the world’s human rights* (Index: POL 10/3202/2021), 7 April 2021, [Amnesty International Report 2020/21: The state of the world’s human rights - Amnesty International](#).

²² ASODEGUE, Noticias de Guinea Ecuatorial, “Joaquin Elo Ayeto, más conocido como Paysa, detenido y recluso en Guantánamo. Somos+”, 12 December 2022, ; Convergencia para la democracia social de Guinea Ecuatorial, “Nota de prensa: CPDS condena la detención del activista Joaquín Elo y exige su liberación”, 13 December 2022, .

²³ Amnesty International, “Equatorial Guinea: Jailed human rights defender at risk of torture: Anacleto Micha Ndong”, 13 March 2024, [Equatorial Guinea: Jailed human rights defender at risk of torture: Anacleto Micha Ndong - Amnesty International](#).

²⁴ UN Doc A/HRC/42/13 - 2 July 2019 (previously cited), paras 122.2, 122.3.

²⁵ Amnesty International, “Equatorial Guinea. Illegally detained irregular migrants must be released”, 29 April 2022, [Equatorial Guinea. Illegally detained irregular migrants must be released - Amnesty International](#).

²⁶ Amnesty International, “Equatorial Guinea. Illegally detained irregular migrants must be released”, 29 April 2022, [Equatorial Guinea. Illegally detained irregular migrants must be released - Amnesty International](#).

²⁷ United States Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, 2022 Country Reports on Human Rights Practices: Equatorial Guinea, 2022, [Equatorial Guinea - United States Department of State](#).

²⁸ UN Doc A/HRC/42/13/Add.1 (30 August 2019) recommendation 123.5 (Costa Rica), 123.6 (Togo), 123.7 (Cabo Verde), (Ukraine), (Denmark), 123.8 (Germany), 123.9 (Georgia), 123.10 (Ghana).

²⁹ UN Doc A/HRC/42/13 - 2 July 2019 (previously cited), para. 122.62; UN Doc A/HRC/42/13/Add.1 - 30 August 2019 (previously cited), para. 123.22.

³⁰ Amnesty International, “Equatorial Guinea: 40 years of repression and rule of fear highlights human rights crisis”, 2 August 2019, [Equatorial Guinea: 40 years of repression and rule of fear highlights human rights crisis \(amnesty.org\)](#).

³¹ See sections on migrants’ rights and arbitrary arrests and detentions.

³² Amnesty International, *Amnesty International Report 2023/24: The state of world’s human rights*, 24 April 2024.